

# SENATO DELLA REPUBBLICA

IX LEGISLATURA

---

(N. 778)

## DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(ANDREOTTI)

di concerto col **Ministro delle Finanze**

(VISENTINI)

col **Ministro dei Trasporti**

(SIGNORILE)

col **Ministro del Commercio con l'Estero**

(CAPRIA)

e col **Ministro della Marina Mercantile**

(CARTA)

(V. Stampato Camera n. 1111)

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 30 maggio 1984*

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza  
il 5 giugno 1984*

---

Ratifica ed esecuzione dell'accordo di cooperazione marittima  
tra la Repubblica italiana e la Repubblica della Costa d'Avorio,  
firmato a Abidjan il 25 ottobre 1979

---

**DISEGNO DI LEGGE**  

---

## Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo di cooperazione marittima tra la Repubblica italiana e la Repubblica della Costa d'Avorio, firmato ad Abidjan il 25 ottobre 1979.

## Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 19 dell'accordo stesso.

## Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

**ACCORD DE COOPERATION MARITIME ENTRE LA REPUBLIQUE D'ITALIE ET LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE**

Le Président de la République d'Italie et le Président de la République de Côte d'Ivoire,

Désireux de promouvoir le développement du transport maritime entre leurs deux Pays,

Ont décidé de conclure un Accord et, à cet effet, ont nommé pour Plénipotentiaires:

Le Président de la République d'Italie, Son Excellence Monsieur Paolo Valfré di Bonzo, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République d'Italie en République de Côte d'Ivoire,

Le Président de la République de Côte d'Ivoire, Son Excellence Monsieur Lamine Fadika, Ministre de la Marine,

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme,

Ont convenu et signé l'Accord dont la teneur suit:

**TITRE PRELIMINAIRE: OBJET ET DEFINITIONS.****ARTICLE 1.**

*(Objet).*

Le présent Accord a pour objet de développer les relations maritimes entre la République d'Italie et la République de Côte d'Ivoire, d'assurer une meilleure coordination du trafic et de prévenir toutes mesures de nature à porter préjudice au développement des transports maritimes entre les deux Pays. Ces relations sont fondées sur les principes de l'égalité des droits, de l'intérêt réciproque et de l'assistance mutuelle.

**ARTICLE 2.**

*(Définitions).*

Aux fins du présent Accord:

1. Par le terme « Autorité Maritime Compétente » il faut entendre le Ministère chargé de la Marine Marchande et les fonctionnaires auxquels il est susceptible de déléguer tout ou partie de ses fonctions.

2. Par le terme « navire de la Partie contractante » il faut entendre tout navire de commerce ou tout navire d'Etat affecté à des fins commerciales immatriculé dans le territoire de cette Partie et battant son pavillon, conformément à sa législation.

3. Par le terme « Compagnie Maritime Nationale » il faut entendre toute compagnie de navigation maritime reconnue comme telle par l'Autorité maritime compétente de chaque Partie.

4. Par le Terme « Membre de l'équipage » il faut entendre le capitaine et toute personne occupée pendant le voyage à bord du navire à l'exploitation, à la conduite et à l'entretien du navire et figurant au rôle d'équipage.

## TITRE I DES NAVIRES ET DES MARINS

### ARTICLE 3.

*(Nationalité des navires et documents de bord).*

1. Les navires battant pavillon d'une des Parties contractantes, en possession des documents nécessaires attestant leur nationalité, conformément à leur législation nationale, seront considérés comme des navires de cette partie contractante.

2. Les documents de bord délivrés ou reconnus par les autorités compétentes d'une des Parties contractantes pour les navires battant Pavillon de celle-ci sont reconnus par l'autre Partie contractante.

3. Les navires de chacune des Parties contractantes pourvue de certificats de jaugeage, délivrés conformément à la législation en vigueur, seront dispensés de nouveaux jaugeages dans les ports de l'autre Partie.

4. En cas de modification du système de jaugeage par une des Parties contractantes, celle-ci devra en donner communication à l'autre Partie afin de pouvoir déterminer les conditions d'équivalence.

### ARTICLE 4.

*(Traitement des navires dans les ports).*

1. Chacune des Parties contractantes assure dans ses ports aux navires de l'autre Partie le même traitement qu'à ses propres navires en ce qui concerne la perception des droits et taxes portuaires ainsi qu'en ce qui concerne l'accès aux ports, la liberté d'entrée, de séjour et de sortie, leur utilisation et toutes les commodités qu'elle accorde à la navigation et aux opérations commerciales pour les navires et leurs équipages, les passagers et les marchandises. Cette disposition

visé notamment l'attribution des places à quai et les facilités de chargement et de déchargement.

2. Avec l'accord des Autorités compétentes des deux Parties contractantes, aux conditions qu'elles établiront conjointement, le traitement prévu au paragraphe précédent sera également appliqué aux navires battant pavillon de Pays Tiers exploités par les Compagnies Maritimes Nationales des deux Parties.

#### ARTICLE 5.

*(Simplification des formalités).*

1. Les Parties contractantes, dans le cadre de leur législation nationale et de leurs règlements portuaires, prendront les mesures nécessaires en vue de réduire dans la mesure du possible le temps de séjour des navires dans les ports et de simplifier l'accomplissement des formalités administratives, douanières et sanitaires en vigueur dans lesdits ports.

2. En ce qui concerne ces formalités, le traitement accordé dans un port national d'une des Parties sera identique à celui qui est réservé aux navires battant pavillon de l'autre Partie.

#### ARTICLE 6.

*(Evènement de mer).*

Si un navire d'une des Parties contractantes subit une avarie ou tout autre accident dans les eaux territoriales ou sur la côte de l'autre Partie contractante, le navire et sa cargaison jouiront dans le territoire de cet Etat des mêmes droits et avantages qui sont accordés aux navires et aux chargements nationaux. Le Commandant, l'équipage et les passagers, ainsi que le navire et sa cargaison recevront toute l'aide et l'assistance nécessaire, au même titre et selon les mêmes modalités, dont bénéficient les navires nationaux.

La cargaison et les objets récupérés d'un navire qui a subi un accident ou tout autre sinistre, ne seront soumis à aucun droit de douane ni à d'autres droits et taxes à l'importation, s'ils se trouvent dans la situation de marchandise étrangère et s'ils ne sont pas destinés à l'utilisation ou à la consommation sur le territoire de l'autre Partie contractante. Les opérations de sauvetage et leur organisation seront soumises aux lois de l'Etat qui a organisé le sauvetage.

#### ARTICLE 7.

*(Transfert des revenus et autres recettes des entreprises maritimes).*

Chacune des Parties contractantes accorde aux entreprises de navigation maritime de l'autre Partie contractante le droit d'utili-

ser, pour y effectuer des paiements, les revenus et autres recettes réalisées sur le territoire de la première Partie contractante et résultant des transports maritimes.

Chacune des Parties contractantes accorde aux mêmes entreprises le droit de transférer librement lesdits revenus et autres recettes sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Le transfert devra être effectué en devise convertible, au taux de change officiel, en vigueur dans les deux Pays au jour du transfert, prévu pour les opérations commerciales, et sans aucun retard, et autre limitation.

#### ARTICLE 8.

*(Documents d'identité des marins).*

Chacune des Parties contractantes reconnaît les documents d'identité de marins délivrés par les autorités compétentes de l'autre Partie contractante et accorde aux titulaires de ces documents les droits prévus aux articles 9 et 10 aux conditions qui y sont stipulées. Lesdits documents d'identité sont, en ce qui concerne la République de Côte d'Ivoire, le Livret professionnel maritime ou la Carte d'identité maritime, et en ce qui concerne la République d'Italie le Livret de navigation (« Libretto di navigazione »).

#### ARTICLE 9.

*(Droits et obligations des marins dans les ports d'escale).*

Les personnes en possession des documents d'identité visés à l'article 8, peuvent, sans visa, descendre à terre et séjourner dans la commune où se trouve le port d'escale pendant le séjour du navire dans ledit port, dès lors qu'elles figurent sur le rôle d'équipage du navire et sur la liste d'équipage remise par le capitaine du navire aux autorités du port.

Lors de leur descente à terre et de leur retour à bord du navire, ces personnes doivent satisfaire aux contrôles réglementaires.

#### ARTICLE 10.

*(Droits de transit et de séjour des marins).*

1. Les personnes titulaires des documents d'identité émis par une des Parties contractantes et visés à l'article 8, sont autorisées, quel que soit le moyen de transport utilisé, à pénétrer sur le territoire en vue de rejoindre leur navire, à être transférées à bord d'un autre navire, à retourner dans leur Pays, ou à voyager pour toutes fins moyennant l'approbation préalable des autorités de cette autre Partie contractante.

2. Dans tous les cas cités au paragraphe 1, les documents d'identité doivent être revêtus du visa de l'autre Partie contractante. Ce visa est délivré dans les délais les plus brefs.

3. Lorsqu'un membre de l'équipage titulaire du document d'identité visé au paragraphe 1 est débarqué dans un port de l'autre Partie contractante pour des raisons de santé, ou pour d'autres motifs reconnus valables par les Autorités compétentes, celles-ci donneront les autorisations nécessaires pour que l'intéressé puisse en cas d'hospitalisation, séjourner sur son territoire et qu'il puisse par n'importe quel moyen de transport soit regagner son Pays d'origine, soit rejoindre un autre port d'embarquement.

4. Les personnes titulaires des documents d'identité visés à l'article 8 qui ne possèdent pas la nationalité d'une des Parties contractantes, recevront les visas d'entrées ou de transit requis pour le territoire de l'autre Partie contractante, à condition que la réadmission sur le territoire de la Partie contractante qui a délivré le document d'identité soit garantie.

5. Sans préjudice des dispositions reprises aux articles 8, 9 et aux paragraphes 1 à 4 ci-dessus, les dispositions en vigueur sur le territoire des Parties contractantes relatives à l'entrée, au séjour et à l'éloignement des étrangers restent applicables.

6. Les Parties contractantes se réservent le droit d'interdire l'entrée de leur territoire respectif aux personnes en possession des documents de marins susmentionnés, qu'elles jugeraient indésirables.

#### ARTICLE 11.

##### *(Poursuite judiciaire contre un membre d'équipage).*

1. Les Autorités compétentes de chacune des Parties contractantes n'auront pas à connaître des litiges concernant le commandant, les officiers et les membres de l'équipage des navires battant pavillon de l'autre Partie Contractante lorsque ces litiges concernent l'accomplissement des obligations découlant du contract d'engagement maritime, à moins que les deux parties au différend n'en décident autrement.

2. Lorsqu'un membre de l'équipage d'un navire d'une Partie contractante a commis à bord de ce navire une infraction pénale pendant que le navire se trouve dans les eaux territoriales de l'autre Partie contractante, les autorités de l'Etat où le navire se trouve n'intentent pas de poursuite contre lui, sans l'accord d'un fonctionnaire diplomatique ou consulaire compétent de l'Etat dont le navire bat pavillon, sauf si:

a) les conséquences de l'infraction pénale s'étendent à l'Etat où le navire se trouve; ou

b) l'infraction pénale est de nature à compromettre l'ordre ou la sécurité publique; ou

c) l'infraction pénale constitue un délit à considérer objectivement grave, selon la loi de l'Etat où le navire se trouve; ou

d) l'infraction pénale a été commise contre une personne étrangère à l'équipage; ou

e) l'institution d'une poursuite est indispensable pour la répression du trafic de stupéfiants.

3. Les dispositions du paragraphe 2 du présent article ne portent pas atteinte au droit des autorités compétents pour tout ce qui concerne l'application de la législation et de la réglementation relatives à l'admission des étrangers, à la douane, à la santé publique et les autres mesures de contrôle concernant la sécurité des navires et des ports, la sauvegarde des vies humaines et la sûreté des marchandises.

## TITRE II

### DU TRAFIC MARITIME

#### ARTICLE 12.

*(Droits de trafic).*

1. En ce qui concerne le transport des marchandises de toute nature échangées entre les territoires des deux Parties par la voie maritime, quel que soit le port d'embarquement ou de débarquement, le régime à appliquer par les Parties contractantes aux navires exploités pour leurs armements respectifs reposera sur la clé de répartition 40/40/20, à l'égard des cargaison en valeur de fret et en volume.

2. Une liste de marchandises à exclure de l'application du paragraphe 1 du présent article est annexée au présent Accord. Le transport de ces marchandises fera l'objet d'un arrangement particulier entre les deux Parties.

3. Sans préjudice de ses engagements sur le plan international, chaque Partie contractante dispose souverainement des droits de trafic qui lui reviennent aux termes du présent article.

#### ARTICLE 13.

*(Participation au trafic).*

En vue de garantir une participation équitable au trafic entre les deux Pays, les autorités compétentes des deux Parties ou leurs représentants, dûment autorisés, sont seuls compétents pour assurer le respect effectif de la répartition des droits de trafic.

## ARTICLE 14.

*(Taux de fret).*

1. Pour les marchandises couvertes par le présent Accord, les taux de fret appliqués au trafic maritime dans les deux sens entre les deux Pays seront négociés par les organisations des armements et par les organisations des chargeurs des deux Pays selon les modalités usuelles.

2. Les Parties contractantes conviennent de contrôler conjointement les taux de fret appliqués au trafic maritime dans les deux sens entre les deux Pays.

## ARTICLE 15.

*(Domaine réservé au pavillon national).*

1. Le présent Accord préserve la législation existante de chacun des deux Pays en matière de privilège de pavillon.

2. Le traitement que les deux Parties contractantes s'accordent réciproquement par le présent Accord ne s'applique pas:

a) à l'exercice du cabotage entre les ports de l'autre Partie et à la navigation intérieure;

b) à l'exercice de la pêche;

c) à l'exercice des services maritimes des ports, des rades et des plages, y compris le pilotage, le remorquage, le sauvetage et l'assistance maritime;

d) aux privilèges accordés aux sociétés sportives;

e) aux encouragements à l'industrie de la construction navale et à l'exercice de la navigation maritime établis par des lois spéciales;

f) à l'émigration et au transport des émigrants;

g) aux ports non destinés à être utilisés par des navires étrangers ou aux ports, aux zones et aux parties de ports destinés exclusivement ou essentiellement aux navires de guerre, dans les cas où il s'avère nécessaire d'appliquer à ces ports, ces zones ou parties de ports, pour des périodes ou des circonstances déterminées, l'application de mesures restrictives particulières à communiquer en temps utile.

TITRE III  
DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES

## ARTICLE 16.

*(Comité paritaire maritime).*

Aux fins de traiter les questions d'intérêt réciproque dans le domaine des transports maritimes découlant du présent Accord, un Comité Paritaire Maritime composé des représentants désignés par les administrations compétentes des deux Pays se réunira en session ordinaire chaque année alternativement dans l'un ou l'autre Pays, et en session extraordinaire à la demande de l'une des deux Parties.

## ARTICLE 17.

*(Modalités d'application).*

Chaque Partie contractante s'engage à prendre dans le cadre de sa législation nationale, toutes les dispositions nécessaires pour assurer l'application du présent Accord.

## ARTICLE 18.

*(Révision).*

Le présent Accord est révisable d'un commun accord à la demande de l'une des deux Parties contractantes. Les modifications ainsi intervenues entreront en vigueur après notification réciproque par voie diplomatique.

## ARTICLE 19.

*(Entrée en vigueur — Durée — Dénonciation).*

1. Le présent Accord entrera en vigueur dès notification réciproque par voie diplomatique de l'accomplissement des formalités requises par les législations respectives des Parties contractantes.

2. Le présent Accord est valable pour une période illimitée.

3. Il pourra toutefois être dénoncé par voie diplomatique et prendra fin dans ce cas douze mois après réception de la dénonciation par l'autre Partie contractante.

Fait à Abidjan, le 25 Octobre 1979.

En deux originaux en langue française, les deux faisant également foi.

*Pour le Gouvernement de la  
République d'Italie*

Paolo Valfrè di Bonzo  
Ambassadeur Extraordinaire  
et Plénipotentiaire

*Pour le Gouvernement de la  
République de la Côte d'Ivoire*

Lamine Fadika  
Ministre de la Marine

## ANNEXE

*Liste des marchandises à exclure de l'application  
de l'Accord de coopération maritime entre la République d'Italie  
et la République de Côte d'Ivoire.*

Les minerais (de fer, de manganèse, de titane, de cuivre)

la bauxite

le charbon (en vrac)

les hydrocarbures

les fruits et les légumes frais

les huiles végétales par navires spécialisés

la pâte à papier

le sucre

le clinker

La présente liste pourra être révisée d'un commun accord entre les deux Parties.

## TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — *Il testo facente fede è unicamente quello in lingua francese, qui sopra riportato.*

**ACCORDO DI COOPERAZIONE MARITTIMA TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LA REPUBBLICA DELLA COSTA D'AVORIO**

Il Presidente della Repubblica Italiana

e il Presidente della Repubblica della Costa d'Avorio,

Desiderosi di promuovere lo sviluppo della navigazione marittima tra i loro due Paesi,

Hanno deciso di concludere un Accordo e a tale scopo hanno nominato quali loro plenipotenziari:

Il Presidente della Repubblica Italiana, Sua Eccellenza Paolo Valfrè di Bonzo, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario della Repubblica Italiana in Costa d'Avorio,

Il Presidente della Repubblica della Costa d'Avorio, Sua Eccellenza Lamine Fadika, Ministro della Marina,

I quali, dopo essersi comunicati i loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma,

Hanno convenuto e firmato il seguente Accordo:

## TITOLO PRELIMINARE: OBIETTIVI E DEFINIZIONI

## ARTICOLO 1.

*(Obiettivi).*

Il presente Accordo ha l'obiettivo di sviluppare le relazioni marittime tra la Repubblica Italiana e la Repubblica della Costa d'Avorio, di assicurare un miglior coordinamento del traffico e di prevenire qualunque misura che possa pregiudicare lo sviluppo delle navigazioni marittime tra i due Paesi. Dette relazioni si baseranno sui principi della parità dei diritti, del reciproco vantaggio e della mutua assistenza.

## ARTICOLO 2.

*(Definizioni).*

Ai fini del presente Accordo:

1. Per « Autorità marittima competente » si intende il Ministero della Marina mercantile e i funzionari ai quali può delegare tutte o parte delle sue funzioni.

2. Per « nave della Parte contraente » si intende ogni nave mercantile e ogni nave dello Stato adibita a scopi commerciali immatricolate nel territorio di detta Parte e battenti la sua bandiera conformemente alla sua legislazione.

3. Per « Compagnia marittima nazionale » si intende ogni compagnia di navigazione marittima riconosciuta dalla competente autorità marittima di ciascuna Parte.

4. Per « Membro dell'equipaggio » si intende il comandante e qualsiasi persona che espliciti a bordo della nave, durante la navigazione, un'attività connessa al funzionamento, al comando e alla manutenzione della nave e che sia iscritta nel ruolo dell'equipaggio.

## TITOLO I NAVI E MARITTIMI

### ARTICOLO 3.

*(Nazionalità delle navi e documenti di bordo).*

1. Le navi battenti bandiera di una delle Parti contraenti, in possesso dei documenti necessari attestanti la loro nazionalità, conformemente alla loro legislazione nazionale, saranno considerate navi di detta Parte contraente.

2. I documenti di bordo rilasciati o riconosciuti dalle competenti Autorità di una delle Parti contraenti per le navi battenti la propria bandiera sono riconosciuti dall'altra Parte contraente.

3. Le navi di ciascuna Parte contraente munite di certificati di stazza, rilasciati secondo la legislazione vigente, non saranno sottoposte a nuova stazzatura nei porti dell'altra Parte.

4. In caso di modifica del sistema di misurazione della stazza da parte di una delle Parti contraenti, quest'ultima dovrà informarne l'altra Parte, al fine di poter determinare le condizioni di equivalenza.

### ARTICOLO 4.

*(Trattamento delle navi nei porti).*

1. Ciascuna Parte contraente accorderà, nei suoi porti, alle navi dell'altra Parte, il medesimo trattamento previsto per le proprie navi per quanto riguarda la riscossione di diritti e tasse portuali, nonché per quanto riguarda l'accesso ai porti, la libertà di ingresso, di sosta e di uscita, la loro utilizzazione, ed ogni facilitazione concessa alla navigazione e alle operazioni commerciali per le

navi, i loro equipaggi, i passeggeri e le merci. Tale disposizione si riferisce soprattutto all'assegnazione del posto di ormeggio e alle facilitazioni di carico e scarico.

2. Con l'accordo delle Autorità competenti delle due Parti contraenti e alle condizioni da esse fissate di comune accordo, il trattamento previsto al precedente paragrafo verrà applicato anche alle navi battenti bandiera dei paesi terzi gestite da compagnie marittime nazionali delle due Parti.

#### ARTICOLO 5.

*(Semplificazione delle formalità).*

1. Le Parti contraenti prenderanno, nel quadro della propria legislazione e dei regolamenti portuali, le misure necessarie al fine di abbreviare, per quanto possibile, la sosta delle navi nei porti e di semplificare lo svolgimento delle formalità amministrative, doganali e sanitarie in vigore in detti porti.

2. Per quanto riguarda dette formalità, il trattamento accordato in un porto nazionale di una delle Parti sarà uguale a quello riservato alle navi battenti bandiera dell'altra Parte.

#### ARTICOLO 6.

*(Incidente in mare).*

Se una nave di una delle Parti contraenti subisce un'avaria od altro incidente nelle acque territoriali o sulla costa dell'altra Parte contraente, la nave ed il suo carico beneficeranno nel territorio di detto Stato degli stessi diritti e benefici che vengono concessi alle navi e ai carichi nazionali. Il comandante, l'equipaggio ed i passeggeri, nonchè la nave ed il suo carico riceveranno tutto l'aiuto e l'assistenza necessari, allo stesso modo e alle stesse condizioni di cui beneficiano le navi nazionali.

Il carico e gli oggetti recuperati da una nave, che ha subito un incidente od altro sinistro, non saranno sottoposti ad alcun diritto doganale né ad altri diritti e tasse d'importazione, qualora si trovino allo stato di merce estera e comunque non siano destinati all'utilizzazione o al consumo sul territorio dell'altra Parte contraente. Le operazioni di salvataggio e la loro organizzazione saranno sottoposte alle leggi dello Stato che ha organizzato il salvataggio.

#### ARTICOLO 7.

*(Trasferimento degli utili e degli altri introiti delle imprese marittime).*

Ciascuna Parte contraente accorderà alle imprese di navigazione marittima dell'altra Parte contraente il diritto di utilizzare, per poter effettuare dei pagamenti, gli utili e gli altri introiti realiz-

zati sul territorio della prima Parte contraente e derivanti dai trasporti marittimi.

Ciascuna Parte contraente accorderà alle stesse imprese il diritto di trasferire liberamente detti utili e gli altri introiti nel territorio dell'altra Parte contraente.

Il trasferimento dovrà essere effettuato in valuta convertibile, al tasso di cambio ufficiale, previsto per le operazioni commerciali, in vigore nei due Paesi il giorno del trasferimento e senza alcun ritardo o altra limitazione.

#### ARTICOLO 8.

*(Documenti d'identità dei marittimi).*

Ciascuna Parte contraente riconoscerà i documenti d'identità dei marittimi rilasciati dalle autorità competenti dell'altra Parte contraente ed accorderà ai titolari di detti documenti i diritti previsti negli articoli 9 e 10 alle condizioni ivi concordate. Detti documenti di identità sono, per quanto concerne la Repubblica della Costa d'Avorio, il « Livret professionnel maritime » o la « Carte d'identité maritime » e per quanto concerne la Repubblica Italiana il « Libretto di navigazione ».

#### ARTICOLO 9.

*(Diritti ed obblighi dei marittimi nei porti di scalo).*

Le persone in possesso dei documenti di identità previsti dall'articolo 8 possono, senza il visto, scendere a terra e soggiornare nel territorio del comune del porto di scalo durante le soste della nave in detto porto, purché siano iscritte nel ruolo dell'equipaggio della nave e nella lista dell'equipaggio consegnata dal comandante della nave alle autorità portuali.

Dette persone, al momento di scendere a terra o al loro ritorno a bordo della nave, dovranno sottoporsi ai controlli previsti dai regolamenti.

#### ARTICOLO 10.

*(Diritti di transito e di soggiorno dei marittimi).*

1. Le persone titolari dei documenti d'identità, rilasciati da una delle Parti contraenti e previsti all'articolo 8, saranno autorizzate, qualunque sia il mezzo di trasporto utilizzato, ad attraversare il territorio per raggiungere la loro nave, ad essere trasferite a bordo di un'altra nave, a ritornare nel loro Paese o a viaggiare per ogni altro scopo dietro presentazione della preventiva approvazione delle autorità dell'altra Parte contraente.

2. In tutti i casi previsti al paragrafo 1, i documenti di identità dovranno essere muniti del visto dell'altra Parte contraente. Tale visto verrà rilasciato nel più breve termine di tempo.

3. Qualora un membro dell'equipaggio, titolare del documento di identità previsto dal paragrafo 1, sbarchi nel porto dell'altra Parte contraente per ragioni di salute o per altri motivi riconosciuti validi dalle autorità competenti, queste ultime rilasceranno le autorizzazioni necessarie affinché l'interessato possa, in caso di ricovero in ospedale, soggiornare nel suo territorio e possa raggiungere con qualunque mezzo di trasporto il proprio Paese d'origine, o raggiungere un altro porto di imbarco.

4. Le persone titolari dei documenti d'identità previsti dall'articolo 8 e che non possiedano la nazionalità di una delle Parti contraenti, riceveranno il visto d'ingresso o di transito richiesto per il territorio dell'altra Parte contraente, a condizione che sia garantita la riammissione nel territorio della Parte contraente che ha rilasciato il documento di identità.

5. Senza pregiudicare le disposizioni di cui agli articoli 8, 9 e ai precedenti paragrafi da 1 a 4, restano applicabili le disposizioni in vigore nel territorio delle Parti contraenti per quanto riguarda l'ingresso, il soggiorno e l'allontanamento degli stranieri.

6. Le Parti contraenti si riservano il diritto di vietare l'ingresso nei loro rispettivi territori alle persone, in possesso dei suddetti documenti di marittimi, giudicate indesiderabili.

#### ARTICOLO 11.

*(Procedimento giudiziario contro un membro dell'equipaggio).*

1. Le autorità competenti di ciascuna Parte contraente non potranno giudicare le controversie riguardanti il comandante, gli ufficiali e i membri dell'equipaggio delle navi battenti bandiera dell'altra Parte contraente qualora dette controversie concernino l'adempimento degli obblighi derivanti dal contratto di arruolamento marittimo, a meno che le parti della controversia non decidano altrimenti.

2. Qualora un membro dell'equipaggio di una nave di una Parte contraente abbia commesso, a bordo di detta nave, un reato penale mentre la nave si trovava nelle acque territoriali dell'altra Parte contraente, le autorità dello Stato in cui si trova la nave non intenteranno un'azione penale contro di lui, senza il consenso di un funzionario diplomatico o consolare competente dello Stato di cui la nave batte bandiera, salvo che:

a) le conseguenze del reato penale si estendano allo Stato in cui si trova la nave; o

b) l'infrazione penale sia di natura tale da compromettere l'ordine o la sicurezza pubblica; o

- c) il reato penale costituisca un delitto da considerare obiettivamente grave, secondo la legge dello Stato in cui si trova la nave; o
- d) il reato penale sia stato commesso contro una persona estranea all'equipaggio; o
- e) promuovere un'azione giudiziaria sia indispensabile per la repressione del traffico di stupefacenti.

3. Le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo non pregiudicheranno il diritto delle autorità competenti per quanto concerne l'applicazione della legislazione e della regolamentazione relative all'ammissione degli stranieri, alla dogana, alla salute pubblica e alle altre misure di controllo riguardanti la sicurezza delle navi e dei porti, la salvaguardia delle vite umane e la sicurezza delle merci.

## TITOLO II

### TRAFFICO MARITTIMO

#### ARTICOLO 12.

*(Diritto di traffico).*

1. Per quanto riguarda il trasporto delle merci di qualunque genere scambiate tra i territori delle due Parti per via mare, qualunque sia il porto d'imbarco e di sbarco, il regime che le Parti contraenti dovranno applicare alle navi gestite dalle loro rispettive flotte si baserà sulla formula di ripartizione 40/40/20, con riferimento al valore del nolo ed al volume del carico.

2. Una lista delle merci da escludere dall'applicazione del paragrafo 1 del presente articolo è allegata al presente accordo. Il trasporto di dette merci sarà oggetto di un accordo particolare tra le due Parti.

3. Senza pregiudicare gli impegni assunti sul piano internazionale, ciascuna Parte contraente disporrà in modo sovrano dei diritti di traffico marittimo che gli competono ai sensi del presente articolo.

#### ARTICOLO 13.

*(Partecipazione al traffico marittimo).*

Soltanto le autorità competenti delle due Parti o i loro rappresentanti, debitamente autorizzati, sono competenti ad assicurare l'effettivo rispetto della ripartizione dei diritti di traffico marittimo, al fine di garantire una equa partecipazione al traffico marittimo tra i due Paesi.

## ARTICOLO 14.

*(Tassi di nolo).*

1. Per le merci oggetto del presente accordo, i tassi di nolo applicati al traffico marittimo nei due sensi tra i due Paesi verranno negoziati dalle organizzazioni degli armatori e dalle organizzazioni dei caricatori dei due Paesi secondo le modalità in uso.

2. Le Parti contraenti concorderanno di controllare congiuntamente i tassi di nolo applicati al traffico marittimo nei due sensi tra i due Paesi.

## ARTICOLO 15.

*(Settore riservato alla bandiera nazionale).*

1. Il presente accordo non pregiudica la legislazione esistente in materia di privilegi di bandiera di ciascuno dei due Paesi.

2. Il trattamento che le due Parti contraenti reciprocamente si concederanno in base al presente accordo non si applicherà:

a) all'esercizio del cabotaggio tra i porti dell'altra Parte ed alla navigazione interna;

b) all'esercizio della pesca;

c) all'esercizio dei servizi marittimi dei porti, delle rade e spiagge, ivi compresi il pilotaggio, il rimorchio, il salvataggio e l'assistenza marittima;

d) ai privilegi concessi alle società sportive;

e) agli aiuti all'industria delle costruzioni navali ed all'esercizio della navigazione marittima stabiliti con leggi speciali;

f) all'emigrazione ed al trasporto degli emigranti;

g) ai porti non destinati a essere utilizzati da navi straniere, o a quei porti, zone o parti di porti, destinati esclusivamente o prevalentemente a navi da guerra, nei casi in cui in tali porti, zone o parti di porti si renda necessaria, per determinati periodi o circostanze, l'applicazione di particolari misure restrittive da comunicare in tempo utile.

TITOLO III  
DISPOSIZIONI GENERALI E FINALI

ARTICOLO 16.

*(Comitato paritetico marittimo).*

Al fine di trattare le questioni di reciproco interesse nel settore dei trasporti marittimi connesse al presente accordo, un comitato paritetico marittimo composto dai rappresentanti designati dalle amministrazioni competenti dei due Paesi si riunirà in sessione ordinaria ogni anno alternativamente nell'uno e nell'altro Paese, e in sessione straordinaria su richiesta di una delle due Parti.

ARTICOLO 17.

*(Modalità di applicazione).*

Ciascuna Parte contraente si impegnerà ad adottare, nel quadro della propria legislazione, tutte le disposizioni necessarie ad assicurare l'applicazione del presente accordo.

ARTICOLO 18.

*(Revisione).*

Il presente accordo potrà essere sottoposto a revisione di comune accordo su richiesta di una delle due Parti contraenti. Tali modifiche entreranno in vigore dopo la reciproca notifica per via diplomatica.

ARTICOLO 19.

*(Entrata in vigore — Durata — Denuncia).*

1. Il presente accordo entrerà in vigore dalla notifica reciproca, per via diplomatica, dell'avvenuto adempimento delle formalità richieste dalle rispettive legislazioni delle Parti contraenti.
2. Il presente accordo è valido per un periodo illimitato.
3. Il presente accordo potrà tuttavia essere denunciato per via diplomatica e in questo caso avrà termine dodici mesi dopo il ricevimento della denuncia da parte dell'altra Parte contraente.

Fatto a Abidjan il 24 ottobre 1979.

In due originali in lingua francese, i due testi facenti ugualmente fede.

*Per il Governo della  
Repubblica Italiana*  
Paolo Valfrè di Bonzo  
Ambasciatore Straordinario  
e Plenipotenziario

*Per il Governo della  
Repubblica della Costa d'Avorio*  
Lamine Fadika  
Ministro della Marina

ALLEGATO.

*Lista delle merci escluse dall'applicazione dell'Accordo  
di cooperazione marittima tra la Repubblica Italiana  
e la Repubblica della Costa d'Avorio.*

I minerali (ferro, manganese, titanio, rame)

La bauxite

Il carbone (alla rinfusa)

Gli idrocarburi

La frutta e i legumi freschi

Gli olii vegetali trasportati da apposite navi

La pasta di carta

Lo zucchero

Il clinker

La presente lista potrà essere modificata di comune accordo tra le due Parti.